

# COMITE DE SAUVEGARDE ET D'AMÉLIORATION DE L'HOPITAL DE VALREAS

RAPPORT MORAL PRÉSENTÉ LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE du 11 février 2008

Les attaques incessantes contre notre hôpital de proximité ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ont pris naissance en **1979** avec la menace de fermeture de la maternité. Les élus d'alors, maire en tête, ont réagi. Le ministre de la santé de l'époque a reculé.

Nouvelles menaces en **1983** : sous la pression des élus, le ministre de la santé Jacques Ralite annule cette décision.

**1990**, nouvelles menaces : création du Comité rassemblant largement personnels hospitaliers, usagers et élus toutes tendances confondues.

**1995/96** nouvelles menaces;

Février **1997** : la décision définitive est prise : la maternité fermera.

Manifestation monstre en Avignon, le député-maire, ceint de son écharpe, est en tête. Le ministre recule.

La maternité développe ses activités ... Cette fermeture envisagée n'est plus d'actualité...

**Qu'importe : pourquoi ne pas s'intéresser à la chirurgie des hôpitaux de proximité ?**

Le professeur Vallencien fait parler de lui. Deux rapports fixent deux seuils importants pour les activités chirurgicales :

- **Un seuil de 2000 actes** par plateau chirurgical est fixé pour tous les hôpitaux de proximité et ce, quelque soit l'importance de la population concernée (?).

- **112 plateaux chirurgicaux** doivent fermer avant **2012** et ce, dans le cadre des schémas régionaux d'organisation sanitaire. En Vaucluse : Pertuis a fermé ( juillet 2007 ), Valréas fin 2008 ( ? ), Apt, Cavaillon et Orange sont sur la sellette.

**Depuis 1990**, notre Comité a toujours été aux cotés du personnel hospitalier et de la population pour défendre la pérennité et l'amélioration des services actifs de notre hôpital.

Il n'a cessé de dénoncer la politique générale de santé qui, par tous les stratagèmes même les plus malhonnêtes :

- réductions ou dotations insuffisantes des budgets
- mise en cause de la sécurité
- dénigrement des médecins
- non encouragement par les autorités de tutelle à la venue de certains médecins
- ....

visé à déstabiliser l'équilibre précaire des petites structures et ce, jusqu'à la fermeture inéluctable de certains services : souvenons-nous des menaces successives de **fermeture de la Maternité** ainsi que les réactions des personnels hospitaliers, de la population et des élus.

S'il a été, un peu facilement, taxé " **d'alarmiste** " et de " **fossoyeur** " de l'hôpital pour avoir formulé clairement ses craintes ( de manière trop " tapageuse " et " dérangeante " aux yeux de certains élus ) le Comité avait le **devoir** d'informer la population des risques courus.

**Le Comité a toujours dénoncé la politique de santé mise en œuvre par les gouvernements successifs, approuvée par les parlements et appliquée à la lettre par toutes les ARH.**

Néanmoins, le Comité a multiplié les initiatives dont parmi les plus marquantes :

- L'envoi d'une délégation à deux reprises auprès du ministre de la santé, une 1° fois avec le sénateur BESSON, une 2° fois avec le sénateur HAUT et le député-maire MARIANI suite au rapport de **Inspection générale des affaires sociales (IGAS)** relatif à la chirurgie dans le Nord-Vaucluse.
- Rencontres multiples avec de nombreux élus ( maires, conseillers généraux et régionaux, députés, sénateurs ) afin de les sensibiliser sur les conséquences d'une politique de santé désastreuse sur les structures hospitalières telles que la nôtre.
- Rencontres répétées avec l'Agence Régionale d'Hospitalisation PACA (ARH).
- Organisation de débats publics.
- Participation à des débats télévisés.
- Organisation de manifestations et rassemblements.
- Signatures de pétitions

- Distributions de tracts et d'affiches.
- Envois de courriers aux élus.
- Participation très active à la **Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité** ainsi que l'aide apportée à la création de nouveaux comités ( Cavaillon, Embrun .... ) et le soutien aux comités proches ( Apt, Pertuis, Aubenas, Vaison, Belley .... ).
- Et même, et plus incongrue, la recherche d'un praticien pour la maternité alors que la DDASS s'apprêtait à la fermer, semble-t-il avec délectation.
- **Et bien d'autres initiatives telles que :**
- Soutien aux divers projets d'établissement.
- Motion présentée par le comité et adoptée à l'unanimité par le CA de l'hôpital le 19 mars 2007.
- Refus, à l'initiative du comité, du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (**CPOM**) précisant en autres la suppression de la chirurgie fin 2007.

### **Aujourd'hui, où en sommes-nous ?**

Suite aux démarches du Président du CA et du Directeur de l'hôpital, Mme le Ministre de la santé a accordé un sursis conditionnel de la chirurgie jusqu'à fin 2008.

Cette décision est surprenante lorsqu'on lit : " .... **ce service n'est plus en mesure d'assurer le niveau le niveau de sécurité ni de qualité que les patients et l'ensemble des professionnels de l'hôpital sont en droit d'attendre....** "

Et plus loin : " ....**L'établissement peut néanmoins continuer une activité chirurgicale jusqu'à la fin de l'exercice 2008, et devra, pour cette période, préciser dans son contrat les conditions de volume d'actes et d'organisation qui devront permettre d'assurer la qualité et la sécurité de l'activité de chirurgie ...** ".

*Comment entre le 18 décembre 2007 (date de la décision ministérielle) et le début de 2008, les responsables de cet établissement ont-ils pu répondre aux injonctions de la ministre ?  
C'est à peine croyable.*

### **Et demain, qu'en sera-t-il : de la Maternité, des Urgences, des soins de suite....?**

Mme la Ministre précise : " ... **une inscription éventuelle** au plan hôpital 2012 **ne pourra être envisageable** qu'à la condition que soit clairement défini et acté le devenir du centre hospitalier de Valréas ... "

Nous constatons avec vous que nos mises en garde n'étaient pas infondées, et que nos craintes peuvent se concrétiser si aucune action d'envergure n'est entreprise.

Partout où les personnels médicaux et hospitaliers, les populations et les élus défendent âprement leur établissement, les services actifs peuvent être maintenus de façon durable (Saint-Affrique, Gisors...).

Mais il faut un engagement fort et durable de tous.

### **La mobilisation doit être générale dans notre bassin de vie de 65.000 habitants :**

Les élus des neuf cantons de notre bassin de vie.

Les populations concernées.

Les personnels de santé hospitaliers et libéraux....

**Le comité de Sauvegarde et d'Amélioration de l'Hôpital de Valréas a toujours été et sera toujours aux cotés de ceux qui s'engageront à défendre les besoins de santé élémentaires des habitants de notre mini région.**

André Lachard